

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, le 14 février 2000, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'exploitation d'un réseau de radiodistribution ou de télédistribution dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale", a donné le 5 avril 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 14 februari 2000 door de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de exploitatie van een net voor distributie van radio-of televisieomroepuitzendingen in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad", heeft op 5 april 2000 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Les articles 6 à 11, 19 et 20 du projet ne trouvent pas une base légale suffisante dans les articles 4 à 8 de la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

En ce qui concerne en particulier l'article 8 de cette loi, il échet d'observer que les seuls pouvoirs qu'il donne au Roi sont ceux de déterminer les prescriptions techniques minimales auxquelles doivent satisfaire les réseaux de radiodistribution et de télédistribution et d'imposer, dans des conditions particulières, des conditions spéciales en vue d'améliorer la qualité d'un réseau dont le fonctionnement est déficient. Il ne Lui donne pas celui de fixer des conditions d'exploitation autres que techniques.

Il convient de combler la lacune existante dans la loi précitée, en y conférant expressément au Roi le pouvoir de déterminer les conditions d'exploitation auxquelles est subordonnée l'autorisation d'exploiter un réseau de radio-distribution ou de télédistribution dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

2. Certaines dispositions paraphrasent ou résument des dispositions légales. Ce faisant, l'auteur du projet agit comme s'il était compétent pour arrêter - et donc aussi modifier - la norme supérieure en question. Ces dispositions doivent être omises.

.../...

Il s'agit de :

- l'article 3, alinéas 2 et 3, l'article 4 et l'article 14, alinéas 6 et 7, qui organisent une procédure de suspension ou de retrait de l'autorisation, matière réglée par les articles 24 et 25 de la loi du 30 mars 1995 précitée;
- l'article 5 et l'article 12 qui paraphrasent l'article 10 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision;
- l'article 13, alinéa 2, qui reproduit l'article 7, alinéa 1er, de la loi du 30 mars 1995 précitée.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéa premier

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 2 (nouveau)

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, les textes abrogés par un arrêté n'étaient pas visés dans le préambule de ce dernier, cette manière de faire n'est plus

.../...

d'usage. Actuellement il y a lieu de les viser. Il convient, dès lors, d'ajouter un alinéa visant l'arrêté royal du 24 décembre 1966 relatif aux réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion aux habitations de tiers, modifié par les arrêtés royaux des 4 mai 1976 et 3 août 1987.

Alinéas 2 et 3 (devenant les alinéas 3 et 4)

Il convient d'indiquer la date à laquelle l'inspecteur des Finances a donné son avis, ainsi que la date de l'accord du Ministre du Budget.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 4)

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif

Article 1er

Dans l'alinéa 1er, il est préférable d'écrire "lettre recommandée à la poste" (1) au lieu de "pli recommandé".

(1) A l'image de la formulation utilisée à l'article 14, alinéa 2, du projet.

En outre, dans l'ensemble du texte, chaque fois qu'apparaît l'expression "au (le) ministre compétent ou (à) son délégué", on omettra les mots "ou son délégué".

Par ailleurs, il est suggéré de fusionner l'alinéa 1er et les mots introductifs de l'énumération qui figurent à l'alinéa 2. Le texte suivant est proposé :

"Article 1er. La demande d'autorisation d'exploitation d'un réseau de radiodistribution ou de télédistribution dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale est adressée au ministre compétent, par lettre recommandée à la poste, en deux exemplaires, accompagnée des renseignements suivants :".

Dans l'énumération, qui figure à l'alinéa 2 (devenant l'alinéa 1er), il convient d'orthographier en caractère minuscule la première lettre du premier mot de chacun des éléments énumérés.

Dans le même alinéa, au deuxième tiret, il convient d'orthographier en caractère minuscule la première lettre du mot "région", ainsi que de faire figurer les mots "la loi" entre des guillemets.

Il est suggéré d'intégrer le contenu des alinéas 3 et 4 dans l'énumération.

En ce qui concerne l'alinéa 3, devenant le 7°, ne convient-il pas de prévoir également que la personne morale demanderesse indique, outre leur nombre, aussi le nom de ses filiales ?

.../...

A la fin de l'alinéa 4, devenant l'8°, les mots "elle en précisera la nature" ne s'harmonisent pas avec le début de la phrase. Il convient de reformuler celle-ci par souci de correction et de précision.

Dans l'alinéa 5 (devenant l'alinéa 2), il convient d'écrire "demandeur" (ou "personne morale demanderesse") au lieu de "distributeur". Au moment où le ministre statue le demandeur n'est, en effet, pas nécessairement déjà distributeur (1).

Article 2

1. Tel que formulé, cet article, qui est consacré à la notification de la décision, pourrait erronément laisser penser que la décision elle-même peut être prise par le délégué du ministre. La loi du 30 mars 1995 précitée, prévoit en effet en son article 4 qu'une telle décision doit être prise par le ministre. Il convient de revoir la formulation de cette disposition pour lever ce risque de confusion.

(1) C'est-à-dire, "titulaire d'une autorisation d'établir et d'exploiter un des réseaux de distribution définis sub 2 et 3" (article 1er, 6., de la loi du 30 mars 1995 précitée).

Afin de tenir compte de l'observation qui précède, il est suggéré de rédiger le début de cet article comme suit :

"Art. 2. L'autorisation ou le refus du ministre compétent est notifiée dans les cent jours."

2. L'article 4 de la loi du 30 mars 1995 précitée, requiert que l'autorisation du ministre soit écrite. Il ne permet donc pas l'accord tacite. De l'accord du fonctionnaire délégué, l'alinéa 2 sera omis.

Article 3

A l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "... qui ont amené à octroyer l'autorisation d'exploitation" par les mots "... sur la base desquelles l'autorisation d'exploitation a été accordée."

Article 13

L'alinéa 1er de l'article à l'examen serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 13. L'autorisation d'exploitation d'un réseau de radiodistribution ou de télédistribution dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale implique l'obligation pour l'exploitant de payer une redevance annuelle de cinq cent mille francs."

.../...

Article 14

1. Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er de cet article comme suit :

"Art. 14. La première annuité de la redevance est payée des la délivrance de l'autorisation et avant tout acte d'exploitation. Les annuités suivantes sont versées le 1er juillet de chaque année."

2. A l'alinéa 2, il convient d'écrire "envoie au distributeur, par lettre recommandée à la poste, une invitation à payer" au lieu de "envoie, par lettre recommandée à la poste, au distributeur une invitation à payer".

3. A l'alinéa 3, il convient d'écrire "fait part du paiement au ministre compétent" au lieu de "fait part au ministre compétent ou à son délégué du paiement".

4. L'alinéa 5 prévoit une majoration du montant de la redevance en cas de retard de paiement. Une telle majoration constitue une surtaxe que l'article 7 de la loi du 30 mars 1995 précitée, ne permet pas au Roi de lever (1).

(1) Voir, en ce sens, l'avis L. 26.589/4 du 29 septembre 1997 sur un projet d'arrêté royal "relatif à la gestion du plan de numérotation" et l'avis L. 29.823/4 du 8 mars 2000 sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications".

L'alinéa 5 sera donc omis et, par voie de conséquence, il y aura également lieu de supprimer l'alinéa 4.

Eu égard au fait que le ministre doit envoyer une lettre recommandée un mois avant l'échéance, le projet pourrait prévoir qu'à défaut de paiement des intérêts moratoires au taux légal sont dûs de plein droit à partir de l'échéance.

Article 15

Il est suggéré de rédiger cet article de la manière suivante :

"Art. 15. En cas de transmission de programmes visés à l'article 23, § 1er, de la loi, le ministre compétent peut, soit d'office soit sur plainte, suspendre la transmission desdits programmes.".

Article 16

De l'accord du fonctionnaire délégué, afin de se conformer à l'article 30 de la Constitution, les alinéas 1 et 2 seront fusionnés en un seul alinéa rédigé comme suit :

"La plainte est adressée au ministre compétent par lettre recommandée avec accusé de réception dans les cinq jours qui suivent la transmission du programme visé à l'article 23, § 1er, de la loi.".

.../...

Article 17

Afin de mieux respecter les droits de la défense, il devrait être prévu que le distributeur, avant d'être entendu par le ministre, est informé de l'existence d'une plainte et de son contenu.

Par ailleurs, si le ministre est libre de recueillir des avis, encore faut-il que le distributeur ait également la possibilité d'en avoir connaissance de manière à pouvoir les contredire.

Le texte doit être revu en conséquence.

Article 18

En ce qu'il apporte une restriction à l'article 23, § 1er, de la loi du 30 mars 1995 précitée, l'alinéa 1er n'est pas admissible. De l'accord du fonctionnaire délégué, l'article sera rédigé comme suit :

"Art. 18. Le distributeur informe sa clientèle des motifs de la suspension.".

Article 21

A l'alinéa 2, il convient d'ajouter le mot "précité" après "l'arrêté royal du 24 décembre 1966".

.../...

A l'alinéa 3, il convient d'écrire "cité à l'alinéa 2" au lieu de "cité à l'alinéa précédent".

Le texte néerlandais de l'alinéa 3, qui est mal rédigé, doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 22

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison objective pour laquelle il y aurait lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des textes réglementaires.

Article 23

Il convient de mentionner en termes généraux le ministre auquel la disposition exécutoire donne délégation. Il y a lieu dès lors de rédiger cet article comme suit (1) :

"Art. 23. Notre ministre qui a les institutions culturelles fédérales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.".

(1) En reprenant les termes de l'article 1er, 1., de la loi du 30 mars 1995 précitée.

OBSERVATIONS FINALES

La rédaction du texte doit être améliorée dans un souci de respect des règles de légistique formelle (1).

Il y a lieu d'être attentif au respect des règles ci-après.

1. On écrira "Chapitre premier" en toutes lettres.

2. Sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet doivent être numérotées "Art. 2.", "Art. 3.", etc., non "Article 2.", "Article 3.", etc.

3. La division en tirets, susceptible de créer des confusions lorsque l'une ou l'autre des dispositions concernées sera ultérieurement citée, doit être remplacée par une division en 1°, 2°, 3°, etc. et chaque énumération commencera par une minuscule (voir l'article 1er).

4. Lorsqu'une partie d'article est citée dans une disposition, il convient de procéder à cette citation en faisant figurer une virgule après le numéro de l'article, ainsi qu'après la subdivision de l'article qui est citée (voir les articles 15 et 16, alinéa 2).

(1) Cf. à cet égard la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : <http://raadvt-consetat.fgov.be>.

5. Il convient de formuler les obligations à l'indicatif présent, au lieu de faire usage de la formulation "doit ...".

L'utilisation du futur simple est également à proscrire en légistique.

6. Il convient d'écrire les nombres en toutes lettres, et non en chiffres (voir, notamment, les articles 13, 18 et 21).

7. Il est observé qu'en néerlandais l'article, surtout l'article défini, n'est pas toujours utilisé de la même façon qu'en français. A ce propos, il est renvoyé à l'observation faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De artikelen 6 tot 11, 19 en 20 van het ontwerp vinden niet voldoende rechtsgrond in de artikelen 4 tot 8 van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisieomroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Wat meer bepaald artikel 8 van die wet betreft, dient te worden opgemerkt dat het aan de Koning alleen de bevoegdheid opdraagt om de technische voorschriften te bepalen waaraan netwerken voor distributie van radio-omroepuitzendingen en van televisieomroepuitzendingen ten minste moeten voldoen en in bijzondere omstandigheden speciale voorwaarden op te leggen om de kwaliteit van een net, waarvan de werking gebrekkig is, te verbeteren. Het draagt de Koning niet de bevoegdheid op om andere exploitatievoorwaarden vast te stellen dan technische.

De bestaande leemte in de voormelde wet dient te worden aangevuld door er de Koning uitdrukkelijk bevoegd in te maken om de exploitatievoorwaarden vast te stellen voor de vergunning om een netwerk voor distributie van radio-omroepuitzendingen en van televisieomroepuitzendingen te exploiteren in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

2. Sommige bepalingen zijn een parafrase of een samenvatting van wetsbepalingen. De steller van het ontwerp handelt zodoende alsof hij bevoegd is om de hogere regeling in kwestie vast te stellen - en dus ook te wijzigen. Die bepalingen moeten vervallen.

.../...

Het betreft de volgende bepalingen :

- artikel 3, tweede en derde lid, artikel 4 en artikel 14, zesde en zevende lid, die voorzien in een procedure voor schorsing of intrekking van de vergunning, welke aangelegenheid wordt geregeld in de artikelen 24 en 25 van de voormelde wet van 30 maart 1995;
- artikel 5 en artikel 12, die een parafrase zijn van artikel 10 van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en de teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie;
- artikel 13, tweede lid, dat artikel 7, eerste lid, van de voormelde wet van 30 maart 1995 overneemt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Eerste lid

Men schrijve "eerste lid" in plaats van "1te lid".

Tweede lid (nieuw)

Hoewel het vroeger de gewoonte was regelingen die opgeheven werden bij een besluit niet te vermelden in de aanhef van dat besluit, is die werkwijze niet meer gangbaar.

.../...

Thans dienen ze te worden vermeld. Bijgevolg behoort een lid te worden toegevoegd waarin wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 24 december 1966 betreffende de netten voor distributie van radio-omroepuitzendingen in de woningen van derden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 mei 1976 en 3 augustus 1987.

Tweede en derde lid (die het derde en vierde lid worden)

De datum waarop de inspecteur van financiën zijn advies heeft uitgebracht, alsmede die waarop de Minister van Begroting zijn goedkeuring heeft verleend dienen te worden vermeld.

Derde lid (dat het vierde lid wordt)

Overeenkomstig de wetgevingstechnische voorschriften schrijve men : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van ...;".

Dispositief

Artikel 1

In het eerste lid is het verkieslijk "bij ter post aangetekende brief" (1) te schrijven in plaats van "per aangetekende brief".

(1) Naar het voorbeeld van de formulering die wordt gebruikt in artikel 14, tweede lid, van het ontwerp.

Voorts dienen in de gehele tekst in de uitdrukking "(aan) de bevoegde minister, of (aan) zijn afgevaardigde" telkens de woorden "of (aan) zijn afgevaardigde" te vervallen.

Bovendien wordt voorgesteld het eerste lid en de woorden in het tweede lid die de opsomming inleiden, samen te voegen. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1. De aanvraag om vergunning voor het exploiteren van een net voor distributie van radio- of televisieomroep-uitzendingen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad wordt bij ter post aangetekende brief in twee exemplaren gericht aan de bevoegde minister, samen met de volgende inlichtingen :".

In de opsomming in het tweede lid (dat het eerste lid wordt), dient de eerste letter van het eerste woord van elk van de opgesomde gegevens met een kleine letter te worden geschreven.

In hetzelfde lid, eerste streepje, schrijve men "hoofdzetel" in plaats van "maatschappelijke zetel".

In hetzelfde lid, tweede streepje, dient in de Franse tekst de eerste letter van het woord "région" met een kleine letter te worden geschreven; daarenboven schrijve men de woorden "de wet" tussen aanhalingstekens.

Voorgesteld wordt de inhoud van het derde en vierde lid te verwerken in de opsomming.

.../...

Zou het met betrekking tot het derde lid, dat 7° wordt, niet nodig zijn tevens te bepalen dat de rechtspersoon die de aanvraag indient, naast zijn aantal dochtermaatschappijen ook de naam ervan vermeldt ?

Aan het slot van het vierde lid, dat 8° wordt, harmoniëren de woorden "zal hij de precieze aard ervan omschrijven" niet met het begin van de zin. Ter wille van een correcte en duidelijke lezing dient deze zin te worden herschreven.

In het vijfde lid (dat het tweede lid wordt), schrijf men "aanvrager" (of "aanvragende rechtspersoon") in plaats van "kabelmaatschappij". Op het tijdstip dat de minister uitspraak doet is de aanvrager immers nog niet noodzakelijk kabelmaatschappij (1).

Artikel 2

1. Zoals dit artikel, dat handelt over de kennisgeving van de beslissing, is gesteld, zou het verkeerdelijk de indruk kunnen wekken dat de beslissing zelf kan worden genomen door de gemachtigde van de minister. Artikel 4 van de voormelde wet van 30 maart 1995 bepaalt immers dat zo'n beslissing door de minister moet worden genomen. De redactie van deze bepaling moet worden herzien om dat risico van verwarring te voorkomen.

(1) Dit wil zeggen "houder van een vergunning om een van de in 2 en 3 vernoemde kabelnetten aan te leggen en te exploiteren"(artikel 1, 6., van de voormelde wet van 30 maart 1995).

Om rekening te houden met de voorgaande opmerking wordt voorgesteld het begin van dit artikel te redigeren als volgt :

"Art. 2. De van de bevoegde minister uitgaande vergunning of weigering wordt binnen honderd dagen ter kennis gebracht.".

2. Artikel 4 van de voormelde wet van 30 maart 1995 vereist dat de minister een schriftelijke vergunning verleent. Stilzwijgende instemming is dus ex artikel 4 niet toegestaan. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het tweede lid moet vervallen.

Artikel 3

In het eerste lid schrijve men :

"... elke wijziging mee van de gegevens op grond waarvan de exploitatievergunning verleend is.".

Artikel 13

Het eerste lid van het onderhavige artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 13. De vergunning om een net voor distributie van radio- of televisieomroepuitzendingen te exploiteren in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad houdt voor de exploitant de verplichting in om een jaarlijkse vergoeding van vijfhonderdduizend frank te betalen.".

.../...

Artikel 14

1. Voorgesteld wordt het eerste lid van dit artikel te redigeren als volgt :

"Art. 14. De eerste betaling van de jaarlijkse vergoeding geschiedt bij de afgifte van de vergunning en vóór alle exploitatie. De volgende jaarlijkse bedragen worden op 1 juli van elk jaar gestort."

2. In het tweede lid schrijve men "zendt de bevoegde minister (...) de kabelmaatschappij, bij een ter post aangetekende brief, een verzoek tot betaling" in plaats van "stuurt de bevoegde minister (...) bij een ter post aangetekende brief, de kabelmaatschappij een uitnodiging tot betalen".

3. In het derde lid schrijve men "fait part du paiement au ministre compétent" in plaats van "fait part au ministre compétent ou à son délégué du paiement".

4. Het vijfde lid voorziet in een vermeerdering van het bedrag van de vergoeding in geval van verlate betaling. Zo'n vermeerdering is een heffingstoeslag die de Koning op grond van artikel 7 van de voormelde wet van 30 maart 1995 niet mag heffen (1).

(1) Zie in die zin advies L. 26.589/4 van 29 september 1997 over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het beheer van het nummeringsplan" en advies L. 29.823/4 van 8 maart 2000 over een ontwerp van koninklijk besluit

Het vijfde lid moet dus vervallen en bijgevolg dient ook het vierde lid te worden geschrapt.

Gelet op het feit dat de minister een maand vóór de vervaldag een aangetekende brief moet zenden, zou het ontwerp kunnen bepalen dat bij ontstentenis van betaling van rechtswege tegen de wettelijke interestvoet moratoire interesten verschuldigd zijn vanaf de vervaldag.

Artikel 15

Voorgesteld wordt dit artikel te redigeren als volgt :

"Art. 15. Indien programma's bedoeld in artikel 23, § 1, van de wet worden doorgegeven, kan de bevoegde minister ofwel ambtshalve, ofwel na een klacht, het doorgeven van die programma's schorsen.".

"tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende het opzetten en de exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken".

.../...

Artikel 16

In overleg met de gemachtigde ambtenaar is besloten het eerste en tweede lid, overeenkomstig artikel 30 van de Grondwet, samen te voegen tot één enkel lid, luidende :

"De klacht wordt binnen vijf dagen na het doorgeven van het programma, bedoeld in artikel 23, § 1, van de wet, bij aangetekende brief met bericht van ontvangst gericht aan de bevoegde minister.".

Artikel 17

Om de rechten van verdediging beter in acht te nemen zou moeten worden bepaald dat de kabelmaatschappij, alvorens door de minister te worden gehoord, op de hoogte wordt gebracht van het bestaan van een klacht en van de inhoud ervan.

Ofschoon de minister vrij adviezen kan inwinnen, zou bovendien de kabelmaatschappij ook de mogelijkheid moeten hebben er kennis van te krijgen om ze te kunnen weerleggen.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 18

Het eerste lid is niet aanvaardbaar doordat het een beperking stelt op artikel 23, § 1, van de voormelde wet van

.../...

30 maart 1995. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het artikel moet worden geredigeerd als volgt :

"Art. 18. De kabelmaatschappij brengt haar klanten op de hoogte van de redenen van de schorsing."

Artikel 21

In het tweede lid dient het woord "voormelde" te worden toegevoegd vóór de woorden "koninklijk besluit van 24 december 1966".

In het derde lid schrijve men "in het tweede lid" in plaats van "in de vorige alinea".

Het derde lid, dat slecht gesteld is, zou aldus geredigeerd moeten worden :

"Het toekomstige aanbod van radioprogramma's, televisieprogramma's of van andere diensten van de kabelmaatschappij die erkend wenst te worden op basis van deze bepalingen, is op alle punten identiek met haar programma ten tijde van haar erkenning krachtens het koninklijk besluit genoemd in het tweede lid."

Artikel 22

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve reden zou moeten worden afgeweken van de gevestigde gewoonte inzake de inwerkingtreding van regelgeving.

.../...

Artikel 23

De minister aan wie de uitvoeringsbepaling delegatie verleent moet in algemene bewoordingen worden genoemd. Dit artikel moet bijgevolg worden gesteld als volgt (1) :

"Art. 23. Onze minister bevoegd voor de federale culturele instellingen is belast met de uitvoering van dit besluit."

SLOTOPMERKINGEN

Met het oog op de inachtneming van de regels van de wetgevingstechniek moet de redactie van de tekst worden verbeterd (2).

De hierna volgende regels dienen in acht te worden genomen.

1. Men schrijve in de Franse tekst "Chapitre premier" voluit.

2. Behoudens voor artikel 1, dienen de bepalingen van het ontwerp te worden genummerd als "Art. 2.", "Art. 3.", enz. , niet als "Artikel 2.", "Artikel 3.", enz.

(1) Met de bewoordingen van artikel 1, 1., van de voormelde wet van 30 maart 1995.

(2) Cf. in dat opzicht de circulaire inzake wetgevings-techniek, gepubliceerd op de Internet-site van de Raad van State waarvan het adres als volgt luidt : [http ://raadvt-consetat.fgov.be](http://raadvt-consetat.fgov.be).

3. De indeling in streepjes, die verwarring kan scheppen wanneer van de betrokken bepalingen er later een of andere zal worden aangehaald, moet worden vervangen door een indeling in 1°, 2°, 3°, enz. en elke opsomming moet beginnen met een kleine letter (zie artikel 1).

4. Wanneer een gedeelte van een artikel wordt aangehaald in een bepaling, dient deze aanhaling te geschieden door een komma te plaatsen na het artikelnummer, alsmede na de onderverdeling van het aangehaalde artikel (zie de artikelen 15 en 16, tweede lid).

5. Verplichtingen dienen in de onvoltooid tegenwoordige tijd te worden geformuleerd, in plaats van hiervoor de formulering "moet ..." te gebruiken.

Ook het bezigen van de onvoltooide toekomstige tijd is ongeoorloofd in de wetgevingstechniek.

6. Getallen moeten voluit in letters en niet in cijfers worden geschreven (zie, onder meer de artikelen 13, 18 en 21).

7. Er zou op gelet moeten worden dat lidwoorden, vooral het bepaald lidwoord, in het Nederlands niet steeds op dezelfde manier gebruikt worden als in het Frans. Deze opmerking geldt inzonderheid voor artikel 7, waar geschreven

.../...

zou moeten worden "Installatiekosten" in plaats van "De installatiekosten", artikel 9, waar geschreven zou moeten worden "Een abonnee" in plaats van "De abonnee", artikel 13, waar geschreven zou moeten worden "Een vergunning" in plaats van "De vergunning", artikel 20, waar geschreven zou moeten worden "Ondergrondse leidingen" in plaats van "De ondergrondse leidingen ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J.-M. FAVRESSE,
J. KIRKPATRICK,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. X. DELGRANGE, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. X. DELGRANGE,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN